



MICHIGAN STATE
UNIVERSITY

syngenta fondation pour
une agriculture
durable

COMPTE RENDU

**ATELIER REGIONAL DE VALIDATION DE L'ETUDE
SUR LES DYNAMIQUES DE CONSOMMATION
ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

OUAGADOUGOU, 06 - 08 décembre 2010

1. Introduction

Du 06 - 08 décembre 2010 s'est déroulé à Ouagadougou (Burkina Faso), l'atelier régional de validation de l'étude sur les dynamiques de consommation alimentaire en Afrique de l'ouest.

Ont pris part à cette rencontre :

- Les représentants des pays dans lesquels l'étude a été menée, notamment les cadres des services de statistiques agricoles et des Instituts nationaux de Statistiques (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Togo).
- Les représentants du CILSS ;
- Les représentants du RESAKSS ;
- Les représentants de MSU/PROMISAM

Etaient absents à cette rencontre, les représentants de la Côte d'Ivoire et de la Guinée. Au niveau de 2 pays (Bénin et Niger), un participant sur les deux initialement prévu a effectué le voyage.

Il s'agissait au cours des travaux :

- De restituer les résultats de l'étude au niveau de chaque pays;
- D'apporter des amendements aux différents rapports présentés ;
- De présenter les résultats de l'atelier de synthèse qui s'est tenu du 2 au 4 décembre 2010 à Ouagadougou.
- De formuler des recommandations à l'endroit des pays en vue de la finalisation des rapports.
- De combler le gap d'information nécessaire à l'élaboration de la synthèse régionale par 2 personnes ressources désignées à cet effet.

2. La cérémonie d'ouverture

Elle a été présidée par Monsieur DABIRE Jean Claude, représentant du Directeur Général de la Promotion de l'Economie Rurale du Burkina, en présence de Mr DIALLO Boubacar du MSU/PROMISAM et de Mr Maurice TAONDYANDE du RESAKSS. Monsieur le représentant du Directeur Général a souhaité la bienvenue aux participants et les a remerciés d'avoir honoré de leur présence les travaux du présent atelier. Ouvrant officiellement l'atelier régional, Monsieur le représentant du Directeur Général a souligné le grand intérêt que la sous-région accorde à l'étude de la dynamique de consommation alimentaire. Il a rappelé ensuite le contexte dans lequel se déroule cette importante rencontre qui fait suite à la flambée des prix alimentaires mondiaux et ses conséquences sur la crise de la vie chère en 2007/2008. Monsieur le représentant du Directeur Général a enfin souligné l'importance des conclusions des travaux de cet atelier et a remercié les participants pour leur présence à cet important atelier.

3. Les travaux :

Conformément au programme de l'atelier qui a été adopté, Mr Diallo Boubacar a présenté le contexte et les objectifs de la rencontre. Les travaux se sont déroulés en plénière sous la direction d'un bureau désigné par les participants:

Président : M. Mamadou Lamine DIA (Sénégal) ;
Rapporteurs : M. Oumarou SONGRE (Burkina Faso) ;
M. Bilyamini EKADE (Niger).

3.1. Les résultats des travaux

Au cours de cette concertation, les participants ont eu droit aux exposés des différents pays et à la présentation des résultats de la synthèse régionale. Les grandes lignes de ces travaux sont les suivantes :

3.1.1. Présentation des résultats de l'étude par pays:

Tous les pays présents (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo) ont présenté leur rapport. La délégation ivoirienne n'ayant pas pu effectuer le déplacement pour des raisons de fermeture des frontières ivoiriennes, la présentation de la Côte d'Ivoire a été faite par Mr TAONDYANDE Maurice du RESAKSS. Les participants du Mali ne sont arrivés que le 07 décembre. Ci-dessous sont présentés, les amendements et suggestions majeures apportés par les participants.

Concernant la présentation du Burkina Faso :

- Intégrer les mesures prises par le gouvernement dans le rapport.
- Fournir des explications à la hausse de la consommation de protéine en 2008.
- Explorer l'hypothèse de la monétarisation de l'économie comme une éventuelle explication de la baisse de la part des autoconsommations dans les dépenses alimentaires.
- Revoir le coefficient de Gini des dépenses alimentaires.

Concernant la présentation du Niger :

- L'enquête auprès des ménages de 2008 n'a pas été utilisée à cause de certains problèmes constatés dans la base de données. C'est l'enquête de 2005 qui est utilisée dans cette étude, ce qui limite les analyses sur le plan de la dynamique.
- Entre le quintile Q1 et Q2 la part des achats a diminué. C'est peut être du à un problème d'interprétation. L'équipe doit revoir cette partie.
- Des éléments d'explications doivent être apportés au fait que la part des produits laitiers dans les dépenses alimentaires est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain.
- La part du riz dans les dépenses alimentaires est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain. Cette partie est à revoir.

Concernant la présentation du Sénégal :

- L'importation des produits laitiers reste importante malgré les unités de transformation, cela est dû au fait que c'est surtout le lait en poudre qui est importé et non le lait liquide qui est produit localement. Pour certains participants, c'est peut être un problème de données dans la mesure où il n'y a pas de système d'information à même de collecter ces données auprès des unités de production locale.
- L'analyse des effets de substitution des produits importés par les produits locaux à travers les enquêtes budget-consommation est difficile à observer dans la mesure où la nomenclature utilisée dans ces enquêtes ne permet pas de faire la distinction entre produits importés et produits locaux.
- Les chiffres de production de manioc sont importants mais il n'y a pas de chiffres sur la consommation du manioc. La raison est que les chiffres sur la production du manioc posent problème.

- La part de la consommation animale dans les deux dernières années n'a pas changé du fait que ce sont des chiffres fournis par le Ministère de l'élevage où on ne note aucune variation entre ces années.
- Il est important pour l'équipe du Sénégal d'analyser les effets de substitution des produits locaux et importés.
- Il a été demandé au Sénégal de revoir la consommation énergétique de l'année 2008 qui excède les 3000 (contre 2100 en 2000). Ce seuil paraît trop élevé.

Concernant la présentation du Bénin:

- La forte production de tubercules qui s'accompagne d'une baisse de leur contribution. L'explication donnée est que la hausse de la production est moins importante que la croissance de la population.
- Les taux de dépendance aux importations de la pomme de terre (jusqu'en 2004 100% dépendance contre 4% en 2005) diminuent fortement. La raison se trouverait dans le fait que la production soit réalisée dans un seul département. Les années où l'approvisionnement des producteurs en semences n'est pas assuré, on n'a pratiquement pas de production. La structure étatique qui s'en occupait a été privatisé. Etant donné que la stabilité de l'écoulement de la production n'est pas garantie, la production prend un coup.
- La diminution de la disponibilité en poisson s'expliquerait par une dégradation très poussée des écosystèmes aquatiques et leur surexploitation depuis 1998. L'ensablement des eaux, l'envahissement des eaux par des plantes nuisibles sont autant de barrières à l'essor de la filière poisson. Les eaux maritimes ne sont pas trop poissonneuses. Ce sont les eaux lagunaires qui sont pourvoyeuses de poissons.
- A la question de savoir s'il y a une évaluation des importations de bétail dans les zones frontalières (pour l'amélioration du bilan alimentaire), la précision apportée est que le bétail « transite » par le Bénin pour le Nigéria et ce qui est importé au Bénin va pratiquement au Nigéria. Ce qui fait qu'il est difficile de voir l'impact des importations sur les disponibilités.
- Les importantes fluctuations des prix sont dues à la spéculation. Dès qu'il y a une pénurie, la spéculation bat son plein et les prix grimpent. Raison pour laquelle l'Etat fait des boutiques témoins et constitue des stocks stratégiques. Pour certains participants, il faut ajouter le fait que les excédents soient absorbés par le Nigéria.
- La gestion de l'excédent des tubercules pose problème à cause de la délicate question de la conservation.
- Il y a une confusion dans les coefficients de Gini qui ont été présentés. Il y a lieu de préciser que c'est le Gini des dépenses totales plutôt que le Gini des dépenses alimentaires, dans la mesure où l'équipe n'a pas eu accès aux bases de données (L'ISAE exigeant des droits pour l'utilisation de ses bases de données) et qu'elle a uniquement exploité les rapports d'enquête.
- Il a été demandé à l'équipe de faire l'effort de produire des graphiques, vu l'importance des informations.

Concernant la présentation du Togo:

- Il y a lieu de donner les définitions de « pauvres » dans le rapport.

- Au sujet des totaux (niveau national) qui diffèrent lorsque les tableaux sont désagrégés (milieu urbain/rural, pauvres/non pauvres, ...), l'équipe du Togo a promis de revoir les calculs.
- Faire la nuance entre l'importance des dépenses et la quantité consommée du produit. Ce n'est pas parce qu'on dépense plus pour un produit que ce produit est l'aliment le plus consommé, il faut voir l'effet prix.
- Pour ce qui est des sources de données des bilans alimentaires, l'équipe a précisé que sont les chiffres de la FAO. Il a été suggéré à l'équipe de confronter ces chiffres avec ceux des bilans céréaliers réalisés par le pays.
- Il a été demandé à l'équipe de donner une explication au déséquilibre de la diète alimentaire.
- Le taux de dépendance aux importations élevé pour le poisson s'expliquerait par l'étroitesse des côtes togolaises (55 km de côte maritime) qui ne suffisent pas à stimuler une grande production de poisson et par une pêche continentale peu développée.
- Concernant la baisse de la contribution des tubercules, il y a lieu de voir les quantités, il se pourrait que la quantité des autres produits ait beaucoup plus évolué que celle des tubercules.
- Le ratio prix producteur/prix consommateur du manioc de 0,99 en 2008 est à revoir, puisque le manioc est un produit périssable.
- L'équipe doit ajouter la méthodologie du calcul de la saisonnalité dans le rapport.
- La structure selon le mode d'acquisition n'a pas été présentée. Il a été suggéré à l'équipe d'utiliser les données de l'enquête budget consommation réalisée dans les années 1990.

Concernant la présentation du Mali:

- Les écarts entre les prix producteur et les prix au consommateur pour le mil, sorgho s'expliquent par les grandes distances existant entre les zones de production et les marchés de consommation. C'est l'exemple de Koutiala qui est loin des villages de production et c'est pareil pour les falaises de Bandiagara qui sont éloignés des marchés de consommation.
- Il est demandé à l'équipe de distinguer les marchés de consommation des marchés de production dans les analyses.
- L'équipe doit apporter une correction dans l'introduction où le PIB qui est donné est le PIB agricole plutôt que le PIB global.
- Des explications doivent être apportées sur la part importante des fruits et légumes dans les dépenses alimentaires.
- L'équipe doit accélérer l'analyse des bilans alimentaires.
- Au sujet de la production trop élevée du maïs en 2009, l'équipe a précisé qu'il s'agit des chiffres de prévisions car les définitifs ne sont pas encore validés par le Ministère de l'agriculture.

Concernant la présentation de la Côte d'Ivoire (absente, présentation faite par Maurice):

Cette présentation n'a pas fait l'objet de débat.

3.1.2. Synthèse régionale

➤ **Thème 1 : Structure des dépenses de consommation totale – structure des dépenses alimentaires selon le mode d’acquisition (achat ou consommation)**

Ce thème a été présenté par Mr Momar B. SYLLA. L’analyse a été faite suivant deux sous-périodes (avant 2000 et après 2000). Elle est faite selon le niveau global (national), selon le milieu de résidence (milieu rural, milieu urbain) et selon le niveau de vie (quintiles).

Les éléments suivants ont été discutés :

- Pour le Togo, l’enquête de 2006 doit être ajoutée dans l’analyse.
- L’accroissement de la part des dépenses alimentaires au Sénégal et au Burkina serait-il dû à l’appauvrissement des populations ?
- Intégrer la méthodologie et les limites dans le rapport.
- Pour les modes d’acquisition se reporter à la physionomie des campagnes agricoles
- Voir si la monétarisation des économies peut expliquer la dynamique de la part de l’alimentation dans les dépenses

➤ **Thème 2 : Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produits – Structure des dépenses alimentaires par produit ou groupe de produits (local ou importé)**

Ce thème a été présenté par Mr TAONDYANDE Maurice. Les résultats ont été présentés selon le niveau global, selon le milieu de résidence et selon le niveau de vie (quintiles) sur les périodes « avant 2000 » et « après 2000 ». Il ressort de cette présentation :

- Pour le Sénégal, le fait que la consommation de riz ne varie pas trop d’un quintile à un autre s’explique par le fait que presque toutes les couches sociales en consomment.
- La part des dépenses en viande est importante au Sénégal et en Côte d’Ivoire, cela s’explique par la cherté de ce produit dans ces pays par rapport à d’autres pays comme le Burkina.
- Dans les synthèses, ne pas présenter les graphiques par pays mais tous les pays en même temps.
- Pour bien argumenter l’évolution de la structure, il faut à la fois les prix et les quantités

➤ **Thème 3 : Propension marginale à consommer – Elasticité/revenu des produits alimentaires**

Ce thème a été présenté par Mr TAONDYANDE Maurice. Les résultats ont été présentés selon le niveau global, selon le milieu de résidence et selon le niveau de vie (quintiles) sur les périodes « avant 2000 » et « après 2000 ». Les éléments suivants ont été retenus :

- Le fait que le manioc soit cher au Nigeria s’explique par la faiblesse de l’offre
- Pour la forte élasticité du lait et produits laitiers, il y a lieu de retourner dans les bases et voir le nombre de ménages ayant consommés ces produits.
- Le niveau des élasticité du poisson pour le Q2 au Niger peut être du à un problème de disponibilité. Le poisson est moins consommé par rapport à la viande dont la disponibilité est observée.
- Pour les postes composites (regroupement de produits), il y a lieu de s’assurer que la stabilité des élasticité est garantie.

- Utiliser des informations secondaires pour argumenter les résultats obtenus

➤ **Thème 4 : Inégalités d'accès à l'alimentation et des inégalités d'accès à l'alimentation**

Ce thème a été présenté par Mr TAONDYANDE Maurice. Les résultats ont été présentés selon le niveau global, selon le milieu de résidence et selon le niveau de vie (quintiles) sur les périodes « avant 2000 » et « après 2000 ». Il ressort :

- Le seuil d'insécurité monétaire du Togo et celui du Mali sont à revoir.
- Il serait intéressant de compléter les analyses avec l'approche réelle de la pauvreté.
- Revoir l'indice de Gini pour la diversité des dépenses alimentaires du Burkina Faso

➤ **Thème 5: Diversité de la diète – Structure des disponibilités alimentaires et de leur utilisation**

Ce thème a été présenté par Mr SONGRE Oumarou. Les résultats ont été présentés en montrant les similarités existant entre les pays et en relevant les particularités de certains pays. Les points suivants ont été retenus :

- Faire l'analyse suivant les sous périodes « avant la crise de 2007/2008 » et « après la crise ».
- Pour les graphiques portant sur l'analyse de la diète, il serait intéressant de d'indiquer la courbe matérialisant la norme pour faciliter la lecture.
- Revoir les indicateurs d'analyse de la diète pour la Côte d'Ivoire.
- Pour les pays ne disposant pas de bilans, il serait intéressant d'exploiter les données de FAOSTAT et les données du commerce extérieur fournies par les pays.

➤ **Thème 6: Evolution des productions alimentaires et des prix des principales denrées**

Ce thème a été présenté par Me ME-NSOPE Nathalie. La tendance générale a été présentée tout en mettant en exergue certaines situations particulières constatées dans certains pays et pour certains produits.

- Pendant que les prix du riz importé augmentent dans les autres pays, au Togo ils sont presque stables. Il n'y a apparemment pas une transmission immédiate de la hausse des prix.
- Refaire les glissements de prix en prenant les périodes prenant en compte les périodes de récoltes.

4. Perspectives

- L'équipe chargée des synthèses doit faire le point des informations manquantes pour tous les pays.
- Les pays doivent finaliser leurs rapports le plutôt possible.

Fait à Ouagadougou, le 08 décembre 2010

L'atelier

Annexes

Liste des participants

N°	Nom Prénoms	Institution	adresse
1	HONNDONOUGBO Martin	Ministère de l'Agriculture/BENIN	Marhound2006@yahoo.fr
2	TAONDYANDE Maurice	ReSAKSS/WA	m.taondyande@cgiar.org
3	Momar B. SYLLA	Consultant/SENEGAL	bmsylla@yahoo.fr
4	Mohamadou Lamine DIA	DAPS/SENEGAL	Mlad63@hotmail.com
5	AMEWUAME Mawuli	DSID/MAEP/TOGO	mawulus@yahoo.fr
6	HEVI K. Dodzi	DGSCN/TOGO	bertindh@yahoo.fr
7	Harouna IBRAHIMA	DS/MAG/Niger	ibrahrou@yahoo.fr
8	SONGRE Oumarou	DPSAA/DGPER/BURKINA	Songr2006@yahoo.fr
9	Bilyamini EKADE	INS/NIGER	bekade@ins.ne
10	Boubacar DIALLO	MSU/PROMISAM	diallob@msu.edu
11	Mbaye YADE	ReSAKSS/IITA	myade@cgiar.org
12	ME-NSOPE Nathalie	MSU	mensopen@msu.edu
13	DEMBELE Bernard	SE/CILSS/ BURKINA	bernard.dembele@cilss.bf
14	KONATE Amadou Mactar	SE/CILSS/ BURKINA	konate.amadou@cilss.bf
15	KEITA Balla	INSTAT/MALI	ballakoman@yahoo.fr
16	KONE Boureima	IER/MALI	kone_b@yahoo.fr